

Les échos d'Ecofor

n°34, mai 2015

Échos de l'actualité

- Le Programme national de la forêt et du bois : tout un programme ! 2

Échos des activités d'Ecofor

- La gestion agro-sylvo-cynégétique : état des lieux et pistes d'action 3
- Forêt et changement climatique : bilan des connaissances dans un nouveau rapport 4
- Les rapports finaux des projets 2010-2014 du programme « Biodiversité, gestion forestière et politiques publiques » (BGF) sont en ligne 5

Échos des partenaires

- L'adaptation des forêts au climat méditerranéen : mécanismes, évaluation économique des écosystèmes et stratégies de gestion à l'étude 6
- Bilan sylvosanitaire 2014 du Département de la Santé des Forêts 7
- Communiquer sur la forêt et sa gestion: toute une science ! 8
- Retour d'expériences de stratégies locales de développement forestier 9

Petites notes des Échos

- Publications 11
- Manifestations 12
- Offre d'emploi 13
- Opportunités pour la recherche 13

Le Programme national de la forêt et du bois : tout un programme !

Par Jean-Luc Peyron, directeur du GIP Ecofor et Guy Landmann, directeur-adjoint du GIP Ecofor

Au nom de sa Commission des finances, le Sénat a publié en avril 2015 un [rapport d'information sur les soutiens de la filière forêt-bois](#) qui fait suite aux résultats d'une saisine de la Cour des comptes de novembre 2013. Il conclut au besoin d'une plus grande cohérence d'ensemble des politiques relatives à la filière forêt-bois, d'outils de suivi des évolutions et actions, de soutiens repensés en faveur de la valorisation économique des forêts. Or, le Programme national de la forêt et du bois (PNFB) qui a parallèlement été inscrit dans la loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt d'octobre 2014, a justement pour vocation de mettre en place une politique d'ensemble pour la forêt et le bois à partir d'un état des lieux partagé, de priorités affichées et d'un plan d'actions bien senties. Il est destiné à être approuvé par décret après avis du Conseil supérieur de la forêt et du bois et décliné au niveau régional (PRFB). S'appuyant sur la participation des principales parties prenantes, il constitue un exercice global recherchant l'équilibre entre les différents défis sociétaux que la forêt et le bois contribuent à relever dans les domaines économique, écologique et social.

Il y a là une occasion unique à saisir en ce premier semestre de 2015 pour contribuer aux grandes orientations de la politique française de la forêt et du bois pour les dix prochaines années. Les acteurs de la forêt et du bois se mobilisent très fortement dans le cadre de cinq groupes de travail. Les apports potentiels de la recherche y sont nombreux et attendus, dans chacun des groupes et pas seulement celui couvrant l'ensemble recherche-développement-innovation.

Le premier groupe de travail s'intéresse à la gestion durable des forêts. Il se fonde sur les indicateurs correspondants, paneuropéens et français, pour établir un état des lieux des forêts françaises et de leur gestion, fixer des objectifs à atteindre d'ici dix ans et identifier les actions correspondantes. Il vise à créer les conditions de la satisfaction des attentes économiques, écologiques et sociales en s'appuyant sur les grandes questions forestières avec un focus marqué, pour la réflexion, sur la contribution de la forêt à la lutte contre l'effet de serre, sur l'adaptation des forêts au changement climatique et sur l'exercice d'une véritable gestion dans le cadre d'une structure foncière morcelée. Les contributions de la science

sont très attendues sur ces questions en plein développement. Le partage des informations, le suivi continu des forêts et la prospective jouent un rôle accru pour évaluer la situation, les avenir plausibles, les décisions et leurs résultats attendus. L'approche scientifique aide aussi à objectiver les constats pour partager un plan d'action, puis le décliner dans les régions et territoires selon leurs spécificités.

Le second groupe de travail traite justement des territoires pour voir comment s'y articule la politique de la forêt et du bois avec les autres politiques territoriales et prendre en compte leurs spécificités méditerranéennes, montagnardes ou périurbaines. Quant aux spécificités ultramarines, elles sont susceptibles d'être intégrées dans chaque groupe et font aussi l'objet d'une démarche transversale à l'ensemble des groupes.

Le troisième groupe de travail porte sur l'économie de la filière forêt-bois et a vocation à prolonger les réflexions du [contrat de filière](#), en se focalisant sur l'amont du secteur.

Le quatrième groupe de travail fonde son plan d'action sur l'analyse des thématiques de recherche, développement et innovation en prenant en compte les besoins des acteurs et en les situant par rapport au [programme cadre européen H2020](#) et à la [stratégie nationale de recherche](#). Il s'appuie aussi sur la [plate-forme technologique européenne forêt-bois-papier](#). Il se penche notamment sur des approches sectorielles (couplage entre amont et aval de la filière, gouvernance), les forêts du futur (adaptation au changement climatique, intensification durable, ingénierie écologique, mobilisation des bois), le renouveau industriel et les produits et services innovants (bioéconomie).

Le cinquième groupe "Europe et international" a pour mission d'assurer la compatibilité entre politique française et stratégie européenne de la forêt et du bois, ainsi que la bonne prise en compte des enjeux internationaux.

Par son approche globale, participative et volontariste, l'élaboration de ce Programme national de la forêt et du bois vient finalement orienter la forêt et le bois dans la bonne direction : celle du futur ! ●



Échos des activités d'Ecofor

La gestion agro-sylvo-cynégétique : état des lieux et pistes d'action

Par Anthonin David, élève AgroParisTech, en charge de l'étude

La gestion agro-sylvo-cynégétique repose sur la recherche d'un compromis tenant compte non seulement de l'état et de l'évolution des milieux et des populations animales mais aussi des intérêts en jeu pour les différents acteurs. Réalisée dans le cadre d'un stage à Ecofor, une étude s'est attachée à établir un large état des lieux intégrant ces éléments pour déboucher sur des pistes d'actions pour les chasseurs, forestiers et autres décideurs.

La relation entre le grand gibier (chevreuils, cerfs, sangliers) et la forêt fait l'objet d'une attention croissante en France. La pression exercée par les premiers sur la seconde est en effet de plus en plus marquée pour au moins quatre grandes raisons : elle ne se réduit pas là où elle était déjà forte ; elle tend à se généraliser à l'ensemble des territoires ; elle résulte de plus en plus de la présence simultanée de plusieurs espèces de grands ongulés ; elle vient s'ajouter à d'autres contraintes comme celles induites par le changement climatique. A l'échelle de la France, les populations ont décuplé au cours des quatre dernières décennies, les indemnités des dégâts aux cultures augmentent en proportion des pressions, le renouvellement des forêts est souvent entravé par rapport aux attentes.

Or, les différents gestionnaires territoriaux n'ont pas la même vision de la situation et parviennent mal à intégrer d'autres points de vue. Là où certains voient l'augmentation des populations d'un bon œil (chasseurs et promeneurs par exemple), d'autres s'alarment sur les conséquences d'une telle évolution (forestiers et agriculteurs). Par ailleurs, le plan de chasse a été instauré pour remonter le niveau de population à une époque où celui-ci était particulièrement bas et peine à le plafonner maintenant qu'il est élevé.

La mise en œuvre d'une gestion agro-sylvo-cynégétique plus satisfaisante comporte alors plusieurs composantes. Il convient tout d'abord de bien considérer l'ensemble des objectifs socio-économiques du territoire. Un état des lieux partagé entre tous les acteurs doit être dressé en intégrant l'ensemble des connaissances relatives aux milieux, aux populations animales avec les avantages qu'elles procurent et les risques qu'elles représentent. Il peut se fonder sur des indicateurs objectifs, validés scientifiquement, tels que les indicateurs de changement écologique qui s'intéressent à la relation entre niveau de population et qualité de

l'habitat en visant à estimer, de manière complémentaire, les évolutions des niveaux de populations, de la performance des animaux et des pressions sur le milieu. La réalisation d'un tel état des lieux est un préalable à la définition d'objectifs communs intégrant les intérêts des différentes parties en présence, puis à la mise en place d'actions concertées.

L'état des lieux étant particulier à chaque territoire, les objectifs et actions le sont aussi. L'échelle territoriale est donc fondamentale pour une bonne gestion agro-sylvo-cynégétique.

Cela n'exclut évidemment pas mais au contraire appelle la mise en place d'un cadre national adapté. Ce dernier est structuré par trois grands principes :

- l'amélioration des connaissances qui passe par des outils tels que les indicateurs de changement écologique, des dispositifs d'analyse et de démonstration de type enclos-exclos, une caractérisation efficace des pressions sur le milieu, des systèmes d'alerte en termes de risques sanitaires, les échanges de bonnes pratiques entre territoires...
- l'amélioration des instruments à la disposition des acteurs : schéma départemental de gestion cynégétique, plan de chasse et processus d'indemnisation des dégâts agricoles et forestiers...
- l'amélioration de la concertation à tous les niveaux entre les acteurs.

L'étude réalisée dans le cadre d'Ecofor avait pour ambition de faire un tour d'horizon de cette question qui tient une place importante au sein de la gestion forestière. Elle est [disponible en ligne](#) et constitue une base sur laquelle s'appuyer pour aller plus loin sur des points particuliers. ●



Forêt et changement climatique : bilan des connaissances dans un nouveau rapport

Par Céline Perrier, en charge de la coordination du réseau AFORCE

Début 2015, l'Observatoire National sur les Effets du Réchauffement Climatique (ONERC) a édité un rapport intitulé « L'arbre et la forêt à l'épreuve d'un climat qui change ». Ce rapport a été publié par la documentation française. Il est adressé au Premier Ministre ainsi qu'au Parlement et sera diffusé aux élus de la République et aux administrations nationales et locales. Son objectif est de donner un éclairage documenté sur la forêt et l'arbre face au changement climatique, en s'appuyant sur des éléments récents.



Ce rapport peut-être commandé à La documentation Française.

L'ouvrage synthétise les connaissances disponibles sur les impacts et sur la vulnérabilité des arbres et des forêts face au changement climatique. Il dresse un panorama des mesures d'adaptation possibles et des questions que cela soulève pour les gestionnaires de forêts. L'ouvrage aborde également les enjeux pour l'agroforesterie ainsi que pour la filière forêt-bois. Enfin, il est proposé une « balade en forêt en 2050 », un exercice narratif et prospectif réalisé par Technoscope. Ce dernier chapitre se distingue du reste de l'ouvrage. Il s'apparente, en effet, à un récit imaginaire mettant en scène une grand-mère et son petit-fils se promenant en forêt de Tronçais, en l'an 2050. Cet exercice a surtout vocation à sensibiliser les lecteurs aux principales menaces auxquelles la forêt est confrontée, qui vont prendre davantage d'importance dans les prochaines années, et auxquelles il convient de commencer à répondre dès aujourd'hui.

L'implication d'AFORCE dans la rédaction de cet ouvrage a été l'occasion de valoriser les efforts mis en œuvre depuis sa création pour rassembler les connaissances disponibles autour du changement climatique et des forêts et pour les mettre à disposition, grâce à l'implication des experts concernés, sous une forme adaptée et accessible aux décideurs. Les collaborations mises en place dans le réseau entre recherche et développement ont été mises à profit pour rassembler les connaissances, les synthétiser, identifier les messages à faire passer et les restituer avec arguments et illustrations.

L'ouvrage reflète, par ailleurs, le débat existant autour des mesures d'adaptation à mettre en œuvre et le positionnement qu'a choisi d'adopter le réseau AFORCE sur cette question. Il souligne la difficulté à apporter des réponses simples à une question complexe, notamment du fait de l'existence de nombreuses incertitudes. Le chapitre D a pour vocation de mettre en évidence les différentes options qui s'offrent aux forestiers et les questions

Une part importante de ce rapport a été réalisée sous la direction de l'ONERC, dans le cadre des activités du RMT AFORCE, en collaboration avec le GIP ECOFOR et ARTELIA. Les partenaires du réseau ont ainsi été impliqués et sollicités dans la coordination technique de l'ouvrage et dans la rédaction des différents chapitres. Le rapport s'organise comme suit :

- A. *La forêt, un milieu naturel et une source de services multiples pour nos sociétés. Et demain ?* – Olivier Picard
- B. *Effets attendus du changement climatique sur l'arbre et la forêt* – Myriam Legay
- C. *La forêt protectrice face au changement climatique* – Guy Landmann et Frédéric Berger
- D. *Adaptation au changement climatique et gestion forestière* – Philippe Riou-Nivert
- E. *L'arbre au service de l'adaptation des espaces agricoles : les potentialités de l'agroforesterie* – Philippe Guillet et Matthieu Rebendenne
- F. *Les activités du bois au cœur du changement climatique* – Jean-Luc Peyon et Alain Bailly
- G. *Une balade en forêt en 2050* – Isabelle Bellin



qu'elles soulèvent, sachant qu'aucune n'est en fait totalement satisfaisante. La solution pour le gestionnaire se trouve en réalité dans un schéma intermédiaire alliant les 3 options proposées, qui doit être trouvé en tenant compte des particularités de sa forêt et de ses objectifs de gestion. Ce chapitre est donc une aide pour guider la réflexion et amener à se poser les bonnes questions.

Le rapport s'inscrit enfin dans les débats autour de la COP¹ 21. Les chapitres A et F soulignent l'importance de la forêt pour la fourniture de biens et de services et pour répondre à des défis sociétaux tels que l'atténuation du changement climatique par le stockage de carbone dans les bois et dans les sols forestiers. Ces chapitres mettent notamment en évidence la nécessité de coordonner et de lier les

actions d'adaptation et d'atténuation. La mise en œuvre de mesures d'adaptation vise à limiter les conséquences du changement climatique et à maintenir à minima un état boisé, qui sera alors capable de capter le CO₂ présent dans l'atmosphère. Il est ainsi possible d'agir en même temps sur les causes et sur les conséquences du changement climatique.

En choisissant cette thématique pour son dernier rapport, l'ONERC a permis aux forestiers de valoriser cinq années de travaux autour de l'adaptation des forêts au changement climatique. Des mises à jour régulières seront cependant nécessaires pour que ce rapport continue à servir de référence dans le domaine. Les auteurs formulent le vœu que cet outil de sensibilisation et d'information aide les forestiers et les acteurs publics territoriaux et nationaux à répondre au défi du changement climatique. ●

¹ Conférence des Parties à la convention « climat ».

Les rapports finaux des projets 2010-2014 du programme « Biodiversité, gestion forestière et politiques publiques » (BGF) sont en ligne

Par **Viviane Appora**, en charge du programme

Le 4^{ème} appel à propositions de recherche du programme « Biodiversité, gestion forestière et politiques publiques » (BGF) du ministère en charge du développement durable a été lancé en 2010 pour une durée de 4 ans. Comme les tranches précédentes, la tranche en cours et la philosophie générale du programme, cet appel était ambitieux sur le plan scientifique avec une volonté manifeste de rester proche des problématiques des politiques publiques.

Les projets retenus portaient sur la répartition spatiale de la biodiversité, les interactions entre la biodiversité, sa protection et la gestion des forêts, le suivi de la biodiversité dans le cadre des politiques publiques et notamment de la trame verte et bleue.

Les rapports finaux de ces projets viennent d'être mis en ligne :

- **BILISSE** - Comment la biodiversité des lisières renforce des services écologiques?
- **DISTRAFOR** - Dispersion et persistance de la biodiversité dans la trame forestière

- **GeForHet** - Produire plus tout en préservant mieux la biodiversité : quelle gestion multifonctionnelle des peuplements forestiers hétérogènes?
- **GNB** - Gestion, naturalité et biodiversité : développements méthodologiques et étude de la biodiversité des forêts exploitées et non-exploitées
- **GuyaSpaSE** - Comment passer des estimations locales de biodiversité et de stocks de carbone à des indicateurs régionaux utilisables dans l'aménagement et la gestion des massifs forestiers guyanais ? (bientôt en ligne)
- **IMPRESBIO** - Impact de l'intensité des prélèvements forestiers sur la biodiversité (IMPRESBIO)
- **OPTIQ-BIODIVERSITÉ** : outils et processus pour une territorialisation intégrée de la qualité de la biodiversité
- **SYLECOL** - Impact de la Sylviculture sur la biodiversité et le fonctionnement des écosystèmes lotiques (SYLECOL).

Plus d'informations [sur le site du programme](#). ●



Échos des partenaires

L'adaptation des forêts au climat méditerranéen : mécanismes, évaluation économique des écosystèmes et stratégies de gestion à l'étude

Le projet collaboratif **INFORMED** (INtegrated research of FOrest Resilience and Management in the mEDiterranean) a été retenu lors de l'appel à projets lancé par l'EraNet **Foresterra**. Il a démarré en janvier 2015, pour une durée de 3 ans. Il est porté par François Lefèvre de l'équipe « Ecologie des forêts méditerranéennes » de l'Inra d'Avignon et regroupe un consortium de 21 équipes de 10 pays des deux rives du bassin méditerranéen.

Par **Annabelle Amm** en charge du programme Foresterra et **François Lefèvre**, coordinateur du projet Informed



Les forêts méditerranéennes sont des systèmes socio-écologiques complexes adaptés aux contraintes du climat méditerranéen, caractérisés par une forte biodiversité (sur les 290 espèces arbustives recensées, 201 sont endémiques) et une forte hétérogénéité spatiale. Les populations humaines sont, depuis plusieurs millénaires, étroitement liées à ces écosystèmes forestiers qui leur fournissent une grande variété de services. Cependant, du fait des contraintes subies, les forêts méditerranéennes sont aussi très vulnérables aux changements globaux (changements d'usage des sols et climatique). Comment répondent-elles à ces changements et avec quelles conséquences ? En bref, quelle est leur résilience¹ ?

INFORMED aborde la résilience des forêts méditerranéennes face au changement global par une approche dynamique, en se basant sur le schéma conceptuel suivant : le changement global modifie le contexte global des pressions subies par un système socio-écologique, où la gestion est un déterminant de la biodiversité et du fonctionnement de l'écosystème, ce fonctionnement déterminant les services écosystémiques fournis à la société ; l'évaluation économique des services peut aider le système de gouvernance dans le choix des options de gestion les plus appropriées.

Les objectifs principaux du projet sous les suivants :

- Augmenter les connaissances et combler les lacunes sur les mécanismes de base qui déterminent la flexibilité des systèmes socio-écologiques en réponse aux perturbations ;
- Intégrer les connaissances en combinant différents modèles basés sur les processus à différentes échelles spatiales et temporelles ;
- Utiliser des connaissances intégrées pour développer des stratégies de gestion et des orientations politiques et de gouvernance favorisant la résilience des écosystèmes .

Plus particulièrement, INFORMED a pour buts de :

- 1) Produire des scénarios de changement global dédiés aux forêts méditerranéennes,
- 2) étudier la biodiversité et la réponse fonctionnelle des forêts méditerranéennes face aux perturbations via une approche basée sur les processus
- 3) Développer une évaluation intégrée des services écosystémiques et de leur dynamique selon les fonctions des écosystèmes
- 4) évaluer des stratégies de gestion et différentes options de politiques et de gouvernance pour leurs impacts attendus sur la résilience des forêts méditerranéennes.

Pour atteindre ces objectifs, INFORMED a une approche multi-disciplinaire basée sur un consortium ayant des compétences équilibrées en sciences économiques, sciences forestières et biologie/écologie. Des outils spécifiques sont développés pour le partage des données à l'intérieur et entre les disciplines selon une stratégie open data. Les recherches utilisent les données et modèles existants dans plus de 40 cas d'études. L'intégration complète

¹ Il existe plusieurs définitions du terme résilience. Le projet INFORMED le définit comme la capacité de l'écosystème à continuer de fournir des biens et services après avoir subi une perturbation importante.



des 3 champs disciplinaires sera réalisée sur 4 études de cas représentant des situations caractéristiques des forêts méditerranéennes. Ces sites sont déjà fortement étudiés, de nombreuses données sont disponibles ce qui permet de développer une approche multi-disciplinaire.

Lors du séminaire de lancement, co-organisé avec EFIMED (Bureau méditerranéen de l'Institut Européen des Forêts) du 9 au 11 mars 2015 sur le site Unesco de Sant Pau à Barcelone, les groupes de travail se sont

constitués pour répondre aux buts d'INFORMED. Trois experts extérieurs (Australie, Californie, Canada) ont été invités à donner leur avis à partir de leur propre expérience sur différents défis de ce projet : l'accomplissement d'une recherche pluridisciplinaire finalisée, le partage de données, le travail sur études de cas. A terme, les résultats des groupes de travail seront une base solide pour les futures orientations politiques et la gouvernance, créant ainsi de forts liens entre les scientifiques, les gestionnaires et les politiques. ●

Bilan sylvosanitaire 2014 du Département de la Santé des Forêts

Comme chaque année, le Département de la Santé des Forêts (DSF)¹ a dressé le bilan sanitaire de l'année écoulée au niveau national. Nous avons relaté les résultats de l'année 2013- plutôt calmes et homogènes sur l'ensemble du territoire, dans l'édition des Echos n°30. Ceux de 2014 sont similaires et globalement favorables aux peuplements forestiers. À nouveau, quelques détails.

Par Anaïs Jallais, chargée de veille

Un contexte climatique favorable à la croissance de la forêt

L'année 2014 a été classée par l'Organisation météorologique mondiale (OMM), en regard des valeurs nominales, comme étant la plus chaude jamais observée depuis le milieu du XIXe siècle. En France, les conditions climatiques ont été douces en hiver et en automne, les précipitations abondantes, notamment en été. Peu d'accidents extrêmes ont été recensés (peu de mortalités de plants dus au gel tardif, peu de bois perdus dus aux tempêtes). De fait, le contexte climatique a été favorable à la forêt et à sa croissance tout au long de l'année. Il n'est pas étonnant que le DSF et ses correspondants-observateurs constatent l'amélioration de l'état des cimes de nombreux arbres.

Quelques problèmes phytosanitaires ont toutefois été relevés.

Principaux problèmes phytosanitaires

D'abord, la maladie des bandes rouges a été plus présente en 2014 que les années précédentes notamment dans la région Centre et le Tarn, ce qui s'explique par des conditions climatiques douces et humides. Cette pathologie foliaire a impacté les résineux comme les feuillus mais la récurrence et la régularité de cette maladie sur le pin laricio, principal

hôte du pathogène, présage un avenir incertain pour cette essence.

Ensuite, des rougissements brutaux des houppiers sur les douglas ont été observés à la sortie de l'hiver autour du Massif Central. Cette situation, qui ne manque pas d'inquiéter les gestionnaires et les propriétaires, est en cours d'analyse. Les résultats de l'étude pour quantifier les dommages avec précision et isoler les facteurs responsables seront disponibles en 2015.

Enfin, la chalarose du frêne, maladie émergente en France depuis 2008, a accéléré sa progression vers le sud-ouest. Les peuplements les plus jeunes sont les plus touchés. On note une chute brutale des feuilles en zone contaminée, une extension des nécroses sur la périphérie et à hauteur du collet (la base du tronc) ainsi que des mortalités ponctuelles.

D'autres éléments pathogènes ont été relevés. La lettre du DSF présente l'inventaire détaillé de l'état des parasites par essences: pins, douglas, mélèzes, épicéas, sapins, peupliers, hêtres, chênes, châtaigniers et frênes.

On retrouve en ligne [sur le site du DSF](#) les précédentes éditions du bilan annuel sylvosanitaire de la forêt ainsi qu'une série d'articles d'actualité qui permettent de faire le point sur les principaux problèmes phytosanitaires rencontrés dans l'année. ●

¹ Le Département de la Santé des Forêts (DSF) est en charge de la surveillance sanitaire des forêts françaises. Il fait partie du Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt.



Communiquer sur la forêt et sa gestion : toute une science !

Enrichissante journée que celle organisée par le Groupe d'histoire des forêts françaises (GHFF) le 31 janvier 2015 à Paris dans le cadre de ses journées annuelles qui se tiennent traditionnellement le dernier samedi de janvier. Au programme, la restitution et la valorisation des travaux de recherche coordonnés par Andrée Corvol et Christine Farcy sur le thème "Arbres et forêts : politiques et communication, XVIe - XXIe siècle" avec le soutien des deux ministères français et wallon en charge de la forêt. Les présentations de la journée ont vocation à être mises en ligne. Il en résulte un large panorama sur l'arbre et la forêt dans la communication, fondé sur des représentations sociales, publicitaires et politiques, qui ouvre le champ à une réflexion sur les stratégies à mettre en œuvre pour mieux faire connaître le secteur de la forêt et du bois dans le grand public. Ces deux axes méritent d'être successivement développés ici.

Par Jean-Luc Peyron et Charles Dereix, Président du Groupe d'histoire des forêts



Une forêt de représentations sociales, publicitaires, politiques

Dans l'esprit du public, et par conséquent dans les médias généralistes visant cette cible, l'arbre jouit d'une image positive depuis des temps anciens ; il a d'innombrables vertus et symbolise la vie, la pérennité, la filiation (arbre généalogique), la richesse (fruits)... Pour les spécialistes de la communication, il est un comédien à qui on peut faire endosser des rôles multiples. La forêt, quant à elle, a longtemps été considérée comme un chaos, une nature "répulsive" ; elle est vécue aujourd'hui comme le lieu des imaginaires et du ressourcement ; on la connaît mal, même si l'on s'y promène, et on peine à s'en faire une idée non caricaturale. Ces différences entre l'arbre et la forêt s'expliquent par l'histoire des cultures et des religions ; elles proviennent aussi du fait que la forêt est longtemps restée en dehors du patrimoine économique, cultivé, tandis que l'arbre a été plus largement domestiqué, par exemple dans les vergers.

L'arbre et la forêt sont souvent, voire de plus en plus instrumentalisés par les mondes économique et politique. L'arbre est présent sur de nombreux logos tandis que la forêt est quant à elle plus difficile à mettre en valeur sous forme visuelle. L'arbre est également devenu un élément important pour l'urbanisme et la politique des collectivités locales. Par ailleurs, les entreprises jouent sur la sensibilité environnementale des consommateurs en les invitant à adopter un arbre ou à contribuer à en planter.

La forêt apparaît souvent comme un décor, par exemple dans les jeux de société, dans les publicités. Elle est rarement vue comme une formation gérée, pourvoyeuse d'emplois, de matières premières... sauf lorsqu'il s'agit de parler de pratiques anciennes comme le gemmage. Elle est surtout présentée comme l'image d'une nature ordinaire, à tel point que des parties de la forêt landaise se retrouvent identifiées à la forêt amazonienne dans certains messages publicitaires ! L'Amazonie est elle-même en proie à deux tendances opposées : l'une qui la présente comme une forêt inviolée jusqu'aux années récentes, l'autre qui reconnaît de plus en plus l'influence passée et présente des indiens.

A ce stade, une première conclusion s'impose : l'arbre cache souvent la forêt qui cache elle-même le forestier.

Un arbre de décision pour la communication

Le constat précédent est encore renforcé par le fait que les forestiers communiquent insuffisamment en direction du grand public. Mais que faire pour aider les citoyens à se construire une image plus complète et juste de la forêt ? Faut-il utiliser les mêmes moyens publicitaires que ceux qui existent par ailleurs, considèrent le public comme une cible passive et utilisent des messages simplistes ? La réponse fournie à l'issue du programme de recherche franco-belge consiste plutôt à reconnaître la capacité du public à analyser les diverses représentations forestières. La communication mérite dès lors d'être moins caricaturale, plus subtile et élaborée, évitant par conséquent les vecteurs tels que des affiches ou logos.



Échos des partenaires

Quels messages sont porteurs dans une telle démarche constructive et pédagogique ? On peut d'abord insister sur l'aptitude des forêts à se régénérer et à fournir par conséquent des ressources renouvelables. Il est ensuite utile de prendre conscience du fait que la gestion des forêts est appelée à répondre à une multitude d'usages parmi lesquels les attentes du public. La coupe des arbres est le principal moyen par lequel le forestier répond non pas seulement à l'objectif de production de bois mais aussi à l'ensemble de ces usages, notamment dans une vision à long terme. La plantation est également un "geste" nécessaire pour étendre ou restaurer les forêts, et pour les mettre en capacité de remplir leurs rôles dans le futur.

Comment faire passer ces messages ? Le système éducatif reste un support intéressant.

La généralisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication devrait également inspirer les actions de communication. Il apparaît opportun de promouvoir une certaine transparence en explicitant l'identité et les compétences des énonciateurs dans un langage familier au grand public. Il ne faut pas hésiter à montrer la variété des attributions du forestier et des technologies qu'il utilise.

Au final, il est temps que le forestier se rende compte qu'il doit sortir du bois pour communiquer non plus tant sur sa passion que sur son métier. L'enjeu est de faire ainsi comprendre et partager sa vocation : permettre que la forêt apporte à nos concitoyens, dans la durée et en qualité, les biens et services que ceux-ci attendent d'elle. ●

Retour d'expériences de stratégies locales de développement



Un séminaire de clôture de l'appel à projets « *Prise en compte de la biodiversité dans les stratégies locales de développement forestier* », lancé par la Direction de l'eau et de la biodiversité du Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'écologie en 2012, a réuni une centaine de participants les 7 et 8 avril 2015 à La Défense. Organisée en partenariat avec la fédération nationale des Communes forestières (FNCOFOR) et la fédération nationale des Parcs naturels régionaux français (PNR), cette rencontre a permis de présenter les résultats des vingt-cinq projets financés dans le cadre de cet appel.

Par Viviane Appora

Trois séquences d'une demi-journée

La première journée a présenté un panorama des approches développées et des résultats obtenus dans les différents projets ainsi que le témoignage des porteurs de 9 des projets autour de deux thématiques : (i) « co-construire la connaissance et la partager sur le territoire » et (ii) « expérimenter des partages de gestion favorables à la biodiversité en forêt ». On notera l'intervention de deux membres du

Conseil scientifique du programme de recherche « Biodiversité, gestion forestière et politiques publiques » (du ministère en charge du développement durable) sur la première thématique. Sur la seconde, des partenaires des projets (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie et Agence de l'eau Seine-Normandie) ont présenté la place de la gestion forestière et de la biodiversité dans d'autres politiques publiques que la politique forestière.



La dernière demi-journée s'est articulée autour d'une table ronde sur le thème (iii) « de l'initiative locale aux politiques publiques européennes, nationales et régionales ». Elle a permis la présentation des politiques de l'Etat au niveau des ministères en charge de l'agriculture et la forêt et du développement durable, l'exposé des politiques régionales des conseils régionaux d'Ile de France (agence des espaces verts), des Pays de Loire et de Rhône-Alpes (service développement rural), la présentation de politiques à l'échelle de territoires de projet (PNR Landes de Gascogne et commission forêt de la fédération des Parcs naturels régionaux) ainsi que la participation de la société civile (représentée par la fédération France nature environnement, FNE).

Que retenir ?

Cet appel à projets avait pour ambition de répondre aux engagements pris par l'Etat dans le cadre de la stratégie nationale pour la biodiversité et de favoriser la prise en compte des enjeux de biodiversité dans les stratégies locales de développement forestier (SLDF). Celles-ci sont des dispositifs permettant, à l'échelle de territoires cohérents, la mobilisation d'une diversité d'acteurs dans une démarche participative et partenariale, pour la mise en œuvre d'une gestion forestière durable et multi-fonctionnelle au travers d'un programme pluriannuel d'actions .

Les projets de cet appel relèvent de deux types de stratégies locales : chartes forestières de territoire (21 projets) et plans de développement de massif (4 projets). Ils constituent, pour reprendre une expression de Charles Dereix, des « opérations démonstratives » de la pertinence de l'objectif consistant à « produire plus de bois tout en préservant mieux la biodiversité à travers une démarche territoriale concertée dans le respect de la gestion multi-fonctionnelle des forêts ». Cet objectif, fixé dans le cadre du Grenelle de l'environnement, a fait l'objet d'un protocole signé par l'amont de la filière et FNE. On ne s'étonnera pas d'une forte représentation des communes forestières et parcs naturels régionaux, de plusieurs Centres régionaux de la propriété forestière et intercommunalités qui ont participé au séminaire avec notamment de nombreux animateurs des stratégies locales, mais aussi plusieurs élus.

Dans sa synthèse du séminaire, Philippe Girardin, ancien président du Parc Naturel Régional des ballons des Vosges, a mis en lumière un constat positif, soulève des questions sur certaines lacunes constatées, résume ce qu'il reste à développer dans le cadre des projets et propose des suggestions en guise de perspectives d'avenir. Les présentations et documents seront mis en ligne sur les sites du MEDDE et de FNCOFOR, mais rapportons dès à présent quelques éléments du constat de Philippe Girardin.

Tout d'abord l'effort considérable de formation a donné des résultats positifs en termes notamment d'utilisation d'outils adaptés ; « ce qui montre que l'appropriation se fait correctement quand on y met les moyens ». La question se pose de savoir comment continuer.

Deuxièmement, ce succès n'est possible que grâce à l'animation qui s'avère indispensable (une expérience Natura2000 montre qu'un animateur efficace regroupe 100 ha de forêt par an, ce qui signifie une surface limitée, un besoin de temps important et par conséquent un certain coût).

Troisièmement, le bon fonctionnement des partenariats entre naturalistes, experts et élus autour des projets présentés conduit à s'interroger sur les conditions de la reproductibilité de ce succès.

Par ailleurs, le partenariat avec la recherche a été bénéfique quand il a eu lieu, mais il a fait défaut à plusieurs projets. La participation faible des chercheurs interroge et la question se pose d'aller à leur rencontre pour favoriser ce genre de collaboration.

Enfin, ces projets augmentent le nombre d'outils à disposition de la communauté forestière qui est moins bien équipée que l'agriculture en termes d'évaluation ; le partage de ces outils par toutes les sensibilités du domaine forestier n'est pas encore acquis.

Pour conclure, signalons l'importance des enseignements de ces projets pour le Programme national de la forêt du bois. Outre la satisfaction globale des différents acteurs et partenaires quant aux réalisations et leçons de ces projets, tous s'accordent à dire que ce début prometteur doit enclencher une dynamique durable fondée notamment sur la volonté politique des élus régionaux. ●



Petites notes des Échos

Publications

Ouvrages commercialisés

Les végétaux - Les relations avec leur environnement, de Lydie Suty, éditions Quae.



Cet ouvrage retrace les relations complexes que les plantes établissent avec leur environnement biotique (ensemble des organismes vivants) et abiotique (climatique). Il aborde les principaux aspects de ces relations et dispense quelques notions d'écologie permettant d'explicitier l'importance des végétaux dans tous les

écosystèmes.

C'est le deuxième ouvrage de la collection « Les mémos de Quae », un ensemble de fascicules qui abordent différents domaines de l'agroécologie et visent à la compréhension de ce sujet par un traitement concis et de nombreuses illustrations.

L'ouvrage est disponible à la vente en version papier et numérique sur le site web des éditions Quae.

Le champignon, allié de l'arbre et de la forêt, de Gilles Pichard, édité par le Centre national de la propriété forestière (CNPF).



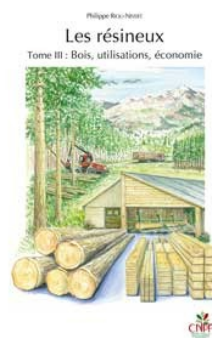
Ce fascicule expose de manière simple sous une focale ouverte les liaisons intimes qui relient les champignons aux arbres et met en avant leur rôle comme élément essentiel de l'écosystème forestier et de la biodiversité sylvestre.

L'ouvrage propose également des recommandations de bonnes pratiques sylvicoles afin

de favoriser la contribution des champignons au bon fonctionnement de la forêt.

L'ouvrage est disponible à la vente en version papier sur le site foretpriveefrancaise.com ou en version numérique sur le site du CRPF de Bretagne.

Les résineux - tome III - Bois, utilisations, économie, de Philippe Riou-Nivert, édité par le Centre national de la propriété forestière (CNPF).



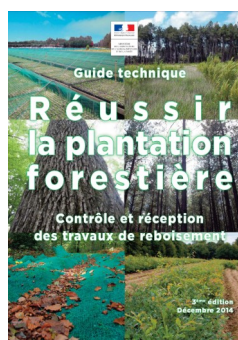
Après avoir entrepris dans les deux premiers tomes une synthèse sur la présentation des essences (connaissance et reconnaissance) et leur fonctionnement dans l'écosystème (écologie et pathologie), Philippe Riou-Nivert met en scène dans ce nouvel ouvrage les utilisations et les marchés des bois résineux. Un manuel complet

et accessible d'autant plus salubre que les résineux dominent le marché du bois en France.

L'ouvrage est disponible à la vente en version papier sur le site foretpriveefrancaise.com.

Publication disponible en ligne

Réussir la plantation forestière. Contrôle et réception des travaux de reboisement, édité par le ministère en charge de l'agriculture et de la forêt.



Ce guide technique a pour ambition de constituer une base commune pour la réussite des projets de reboisements. Il présente les principales étapes nécessaires à la réussite des régénérations artificielles des peuplements aussi bien en matière de boisement, de reboisement, que de complément de régénération

naturelle.

L'objectif est aussi d'attirer l'attention sur la caractère fondamental de la réception de travaux de plantation. Il s'adresse autant aux professionnels du reboisement que des propriétaires forestiers.



Manifestations

Ecofor vous signale

- **20 - 21 mai 2015**, Chambord (France) : Colloque ICE 2015 « Vers une nouvelle gestion du grand gibier : Les Indicateurs de changement écologique », organisé par la Fédération Nationale des Chasseurs (FNC), la Fondation Francois Sommer pour la chasse et la nature (FFS) et l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage (ONCFS).
- **26 - 28 mai 2015**, Saint-Pétersbourg (Russie) : XXXVI CIOSTA & CIGR Section V Conference 2015 - Environmentally friendly agriculture and forestry for future generations, organisée par la Commission Internationale de l'Organisation Scientifique du Travail en Agriculture (CIOSTA).
- **28 - 29 mai 2015**, Parc Naturel Régional de Normandie-Maine (France) : Séminaire de terrain du Bois de Goult "Dans les pas de Gérard Houzard", organisée par Le Groupe d'Histoire des Forêts Françaises (GHFF) et le Parc Naturel Régional de Normandie-Maine (PNRNM).
- **1 - 5 juin 2015**, Nice (France) : Congrès "Impacts de la pollution de l'air et du changement climatique sur les écosystèmes forestiers", organisée par l'IUFRO.
- **7 - 9 juillet 2015**, Smokovec (Slovaquie) : Conférence « Mountain Forest Management in a Changing World », organisée par University of Natural Resources and Life Sciences, Vienna.
- **7 - 10 juillet 2015**, Paris (France) : Conférence « Our Common Future Under Climate Change », organisée par Le conseil international pour la science, Future Earth et l'UNESCO .
- **7-11 septembre 2015**, Durban (Afrique du Sud) : XIV World Forestry Congress. « Forests and People: Investing in a Sustainable Future », organisé par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).
- **18-21 novembre 2015**, Limoges (France) : Capital environnemental : représentations, pratiques, dominations, appropriations spatiales, organisé par le Laboratoire de Géographie Physique et Environnementale (GEOLAB).
- **21-23 septembre 2016**, Versailles (France) : Colloque international « la forêt refuge » organisé par le Groupe d'Histoire des Forêts Françaises et l'École Nationale Supérieure du Paysage.

Ecofor organise

- **15 - 17 juin 2015**, Champenoux (France) : 5ème atelier REGEFOR - Les innovations dans les usages du bois interpellent la gestion forestière

L'objectif de cet atelier est de présenter certaines des innovations en cours dans les usages du bois et d'analyser l'adéquation entre les besoins industriels et les ressources forestières en distinguant les questions de recherche et de développement qui portent sur la valorisation des ressources actuelles de celles qui se posent pour les ressources futures. Il cherchera à donner des clés d'analyse de l'évolution et des bilans économiques et environnementaux de la filière incluant l'amont de la gestion forestière. Enfin, il essaiera d'identifier les innovations actuelles ou potentielles dans la gestion et l'évaluation des ressources qui à leur tour impactent l'offre, au service de la demande aval.

L'atelier est organisé par l'Inra, AgroParisTech, l'Université de Lorraine et le GIP Ecofor.

Le programme est en ligne sur le site du GIP Ecofor.

Contacts : celine.ranger@nancy.inra.fr ou guy.landmann@gip-ecofor.org

Appel à contributions

- **29 janvier 2016**, Paris (France) : Colloque du Réseau de recherche en sciences économiques, humaines et sociales (SEHS) d'Ecofor sur le thème « Regards croisés sur les valeurs de la forêt »

Nous vous invitons d'ores et déjà à soumettre vos contributions sur ce lien [jusqu'au 30 juillet 2015](#).

Ce colloque s'adresse non seulement aux membres du réseau SEHS de recherche en sciences économiques, humaines et sociales d'Ecofor mais aussi à tous chercheurs, gestionnaires ou acteurs se sentant concernés par la valeur des forêts, dans un sens s'insérant dans le champ large défini par les sciences économiques, humaines et sociales, par leur croisement avec les sciences de la nature, par l'interdisciplinarité et par l'application de ces approches scientifiques à la gestion.

Pour plus d'informations et pour répondre à l'appel : <http://inscription.gip-ecofor.org/shs/contrib.php>



Offre d'emploi

- [Emploi] Responsable de la médiation et de la valorisation scientifiques, GIP Ecofor, Paris

Le (la) responsable de la médiation et de la valorisation scientifiques fait connaître la démarche scientifique (observation, analyse, contrôle, sens critique), définit et met en œuvre la politique de valorisation des recherches et expertises, assure la transmission des résultats de ces activités aux divers publics.

Date limite de soumission de la candidature : **25 mai 2015**

Opportunités pour la recherche

- Pré-annonce de l'appel à projets BiodivERsA 2015

L'ERA-Net BiodivERsA lance son prochain appel à projets cofinancé par la Commission européenne et portant sur les deux thèmes suivants :

- Thème #1 : Comprendre et gérer les dynamiques de la biodiversité des sols et sédiments pour améliorer le fonctionnement des écosystèmes et la fourniture de services écosystémiques.

- Thème #2 : Comprendre et gérer les dynamiques de la biodiversité des paysages terrestres, fluviaux et marins (connectivité des habitats, trames vertes et bleues, y compris en milieu urbain) pour améliorer le fonctionnement des écosystèmes et la fourniture de services.

Date limite de soumission : le lancement de l'appel est prévu en mai 2015, pour une clôture de l'appel début **novembre 2015**.

- Appel à Manifestations d'Intérêt de l'ADEME – Industrie et agriculture éco-efficientes (AMI INDU)

Cet Appel à Manifestations d'Intérêt de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) vise à soutenir des projets innovants dans l'industrie, l'agriculture et la filière bois, répondant au moins à l'un des deux objectifs suivants :

- Produire en utilisant moins d'énergie et en rejetant moins de gaz à effet de serre
- Produire en utilisant moins de matière et/ou d'eau.

L'AMI s'adresse aux équipementiers et constructeurs, fabricants d'intrants agricoles mais aussi aux bureaux d'études et ingénieries, installateurs et exploitants, ainsi qu'aux industriels ou agriculteurs utilisateurs, capables de diffuser l'offre technologique en France et à l'étranger.

1ère clôture intermédiaire : **29 mai 2015**

- Appel à projets internationaux : Les montagnes comme sentinelles du changement

Les partenaires du Belmont Forum lancent un nouvel appel à projets internationaux visant à favoriser la recherche sur le climat, l'environnement et le changement sociétal dans les régions montagneuses.

L'attention portée aux conséquences hydrologiques, écologiques, sociales et économiques des changements environnementaux actuels et futurs devra constituer une composante essentielle des projets proposés, ainsi que la conception des mesures d'adaptation.

Date limite de soumission : **01 juin 2015**

- Appel à projet REACTIF 3 - REcherche sur l'Atténuation du Changement Climatique par l'agriculture et la Forêt

Porté par l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME), cette 3^{ème} version de l'appel à projets vise d'une part à améliorer les connaissances sur la contribution de l'agriculture et de la forêt à la lutte contre le changement climatique et d'autre part à identifier les freins et les leviers afin de permettre aux parties prenantes de s'engager vers la transition énergétique et écologique. Quatre thèmes de recherche ont été identifiés:

- Flux de GES et stock de carbone (sols, cultures, élevage, forêts)
- Filières agricoles et forestières, de la production à la mobilisation
- Construire des stratégies à l'échelle des territoires
- Mettre en œuvre la transition écologique : approches économiques et sociales

Date limite de soumission : **08 juin 2015**





Directeur de la publication Jean-Luc Peyron, directeur du GIP Ecofor

Rédactrice en chef Anaïs Jallais

Rédacteurs Annabelle Amm, Viviane Appora, Anthonin David,
Charles Dereix, Céline Perrier

Abonnement et désinscription inscription@gip-ecofor.org

Lieu d'édition GIP Ecofor, 42 rue Scheffer, 76116 Paris

Crédit photographie de couverture © avec l'aimable autorisation de AnnabelleAmm
Gorges du Tarn

L'ensemble des précédentes éditions des Echos d'Ecofor est disponible en ligne :

<http://www.gip-ecofor.org/?q=node/365>.

La publication ouvre un appel à communications permanent pour tous les partenaires du GIP Ecofor.

Propositions et recommandations à anais.jallais@gip-ecofor.org.

Ce trimestriel est diffusé à près de 3500 destinataires.